

Site Gad. Un projet de nouvel abattoir !

Mené par d'anciens cadres de l'usine, un projet a pour objectif de rouvrir rapidement l'abattoir Gad de Lampaul-Guimiliau (29). Il table sur 10.000 porcs par semaine et prévoit l'embauche de 250 personnes. Reste un obstacle : le site, que la Cecab refuse de céder.

Le projet, bien avancé, prévoit la réouverture de l'usine, qui s'étend sur 45.000 m² à Lampaul-Guimiliau.

Photo archives Le Télégramme



Trois mois après l'onde de choc provoquée par le licenciement de 889 salariés du groupe Gad SAS, voilà que l'espoir renaît du côté de Lampaul-Guimiliau. Avec près de 800 emplois sacrifiés, la petite commune léonarde (2.000 habitants) avait été la principale victime du séisme né de la fermeture du site historique de l'industriel porcin. Mais depuis, en coulisses, les tractations allaient bon train.

Elles ont abouti à l'élaboration d'un projet aujourd'hui bien avancé. Avec pour ambition la réouverture de l'usine, qui s'étend sur 45.000 m².

Garanties financières sur plusieurs millions d'euros Derrière ce projet de relance, se trouvent d'anciens cadres du groupe Gad, associés à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Morlaix. « On a réussi

le tour de force de réunir beaucoup de monde autour de la table », expliquent-ils, en précisant avoir « le soutien d'une douzaine de partenaires du territoire nord-finistérien issus des secteurs industriel, coopératif et agricole ».

Conséquence, selon les acteurs du dossier, les garanties financières sont suffisantes pour redémarrer une activité d'abattage-découpe de porcs sur le site de

Lampaul-Guimiliau. « Avec la caution de la CCI, le projet est viable. Nous avons réuni plusieurs millions d'euros de capital », indiquent les anciens cadres, en ajoutant avoir exposé leur dossier à Guillaume Garot il y a une semaine. « Il nous a bien entendus », assurent-ils.

« Les deux usines peuvent cohabiter » Au ministre de l'Agroalimentaire,

ils ont notamment expliqué qu'ils comptent abattre environ 10.000 porcs par semaine. Soit la moitié moins que les 20.000 hebdomadaires d'avant la fermeture de l'usine. Une production modeste (« 2 % du marché national ») qui, selon eux, ne viendra pas concurrencer l'abattoir que le groupe Gad a conservé à Josselin (56). « Aucun de ces cochons ne sont tués là-bas, dans le Morbihan.

Donc, ça ne l'impactera pas. Et puis, il est faux de dire que pour redémarrer Lampaul, il faut obligatoirement casser Josselin. Les deux usines peuvent cohabiter », insistent les ex-salariés. Sur le plan de l'emploi, ce sont 200 à 250 personnes qui seraient embauchées. En priorité les salariés licenciés il y a trois mois. « L'organigramme est prêt », confie encore les anciens cadres, sans en dire plus sur l'identité des dirigeants. En précisant simplement que le site ne portera plus le nom de Gad.

Un verrou à forcer

Le site, justement, voilà le dernier écueil à franchir pour que le projet aboutisse. Problème, c'est un obstacle de taille qui se dresse. Car la Cecab, qui possède les locaux et le matériel, refuse la cession, que ce soit par le biais d'une vente ou d'une location. « Il faudrait être fou pour ne pas revenir à la table des discussions », martèle Jean-Paul Chaplain, le président de la CCI de Morlaix.

« Vu les emplois qui sont en jeu, ce serait aberrant que le propriétaire dépense dix millions d'euros pour la démolition du site », ajoute-t-il, en appuyant pour que l'État fasse sauter le verrou de la Cecab. Ce qui permettrait ainsi d'entendre à nouveau le cri des cochons retentir à Lampaul-Guimiliau. « Car à partir du moment où l'on a les clés, concluent les anciens cadres, on est prêt à repartir rapidement, dans un délai de trois à cinq mois ».

Ronan Tanguy